

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE	VOIE AERIENNE
Six mois	Un an	Six mois
Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f.	31.000f.
Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc.		
Algérie, Tunisie.	20.000f.	40.000f
Etranger : Autres Pays	23.000f	46.000f
Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant. 700f.
Par la poste :	Majoration de 130 f par numéro	
Journal légalisé	900 f	Par la poste

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOI

Loi n° 2018-01 du 23 février 2018 portant loi de règlement pour l'année 2016

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du mardi 13 février 2018,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. -

Les soldes définitifs arrêtés après l'exécution des lois de finances pour l'année 2016 s'établissent comme suit :

- un excédent des recettes sur les dépenses de 92.719.558.812 FCFA pour le budget général ;

- un excédent des dépenses sur les recettes de 14.908.350.839 FCFA pour les comptes spéciaux du Trésor.

Il en résulte un solde global de 77.811.207.973 FCFA.

DECRET ET ARRETE

MINISTÈRE DU COMMERCE,
DE LA CONSOMMATION,
DU SECTEUR INFORMEL ET DES PME

2018

03 octobre Décret n° 2018-1888 réglementant les commerces de grande distribution au Sénégal... 1548

17 octobre Arrêté ministériel n° 22.533 fixant les prix plafond du ciment 1551

PARTIE OFFICIELLE

RECETTES ENCAISSEES	DEPENSES ORDONNANCEES		SOLDE		
A BUDGET GENERAL					
A 1 Opérations budgétaires dont le Trésor est comptable assignataire					
Recettes fiscales	1.785.811.991.728	Titre 1 : Dette publique	783.766.357.832		
Recettes non fiscales	84.125.617.980	Titre 2 : Personnel	563.622.744.963		
Recettes exceptionnelles	255.184.364.323	Titre 3 : Fonctionnement	391.731.396.018		
Remboursement prêts et avances	2.485.970.424	Titre 4 : Autres transferts courant	430.705.919.981		
Dons budgétaires	70.854.136.444	Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat	122.945.183.181		
Emission de bons du Trésor	156.048.604.622	Titre 6 : Transfert en capital	567.283.887.905		
Emprunts	601.655.112.287				
Total recettes	2.956.165.797.808	Total dépenses	2.860.055.489.880		
		Total dépenses Ress.Ext	3.390.749.116		
		Dépenses dont le Trésor est comptable assignataire	2.863.446.238.996		
			92.719.558.812		
A 2 Opérations budgétaires dont le Trésor n'est pas comptable assignataire					
Dons projets et legs	203.026.520.915	Investissements projets dons	203.026.520.915		
Tirages sur emprunts projets	264.300.891.103	Investissements projets sur emprunt	204300.891.103		
Total recettes Budget général	3.423.493.209.826	Total dépenses budget général	3.330.773.651.014		
			92.719.558.812		
B COMPTES SPECIAUX					
RECETTES	89.718.878.376	DEPENSES	104.627.229.215		
TOTAL GENERAL RECETTES	3.513.212.088.202	TOTAL GENERAL DEPENSES	3.435.400.880.229		
			77.811.207.973		

Article 2. -

Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2016 est arrêté à 3.423.493.209.826 FCFA.

Article 3. -

Le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général pour la gestion 2016 est arrêté à 3.330.773.651.014 FCFA.

Article 4. -

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à 89.718.878.376 FCFA réparti, ainsi qu'il suit, par catégorie de compte spécial du Trésor :

- *comptes d'affectation spéciale* : 78.986.999.714 FCFA ;
- *comptes de prêts* : 10.731.348.400 FCFA.

Article 5. -

Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à 104.627.229.215 FCFA, répartit, ainsi qu'il suit, par catégorie de compte spécial du Trésor :

- *comptes d'affectation spéciale* : 93.695.269.074 FCFA ;
- *comptes de prêts* : 10.931.960.141 FCFA.

Article 6. -

Sont ratifiés les ouvertures de crédits par décret numéros :

- *2016-1240 du 02 septembre 2016* ;
- *2016-1758 du 03 novembre 2016*.

Article 7. -

Il est ouvert, au titre de la gestion 2016, des crédits complémentaires d'un montant de 265.452.346.833 FCFA ainsi répartis :

- *Titre 1 Dette publique : 188.126.357.832 FCFA* ;
- *Titre 2 Personnel : 36.665.666.267 FCFA* ;
- *Titre 3 Fonctionnement : 40.660.322.734 FCFA*.

Article 8. -

Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion suivante d'un montant total de 95.171.227.427 FCFA sont annulés au titre de la gestion 2016 conformément au détail ci-après :

- *Titre 2 Personnel : 38.643.208.304 FCFA* ;
- *Titre 3 Fonctionnement : 7.031.484.104 FCFA* ;
- *Titre 4 Transferts courants : 9.532.774.078 FCFA* ;
- *Titre 5 Dépenses en capital : 17.244.692.944 FCFA* ;
- *Titre 6 Transerf en capital : 22.719.067.997 FCFA*.

Article 9. -

Conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée, il est ouvert, des crédits complémentaires d'un montant de 15.150.457.548 FCFA et il est annulé des crédits non consommés d'un montant de 8.419.610.181 FCFA sur les comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2016.

Article 10. -

Le résumé du compte de résultat de l'année financière 2016 se présente comme suit :

Budget général	
Recettes	3.423.493.209.826
Dépenses	3.330.773.651.014
Excédents des recettes sur les dépenses	92.719.558.812
Pertes et profits sur Comptes spéciaux du Trésor	
Profits	77.397.618
Pertes	
Profits nets	77.397.618
Pertes et profits sur opérations de trésorerie	
Profits	0
Pertes	1.450.909.303
Perte nette	-1.450.909.303

Article 11. -

Le résultat du budget général pour l'année 2016 est définitivement arrêté comme suit :

- *recettes : 3.423.493.209.826 FCFA ;*
- *dépenses : 3.330.773.651.014 FCFA*
- *excédent des recettes sur les dépenses : 92.719.558.812 FCFA.*

Article 12. -

Les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2016 sont définitivement arrêtés comme suit :

- *Profits : 77.397.618 FCFA ;*
- *Pertes : 0 FCFA ;*
- *Profit net : 77.397.618 FCFA.*

Article 13. -

Les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2016 sont arrêtés comme suit :

- *Profits : 0 FCFA ;*
- *Pertes : 1.450.909.303 FCFA ;*
- *Perte nette : 1.450.909.303 FCFA*

Article 14. -

Le solde créditeur du budget général d'un montant de 92.719.558.812 FCFA est transféré en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor :

- les soldes créditeurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2016, d'un montant cumulé de 77.397.618 FCFA sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor ;

- le solde débiteur des comptes de pertes et profits sur opérations de trésorerie d'un montant de 1.450.909.303 FCFA est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.
Fait à Dakar, le 23 février 2018.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,
Mahammed Boun Abdallah DIONNE

ANNEXE I
**SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL - ANNEE 2016**

Nature de la recette	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative 1	Total prévisions	Recouvrement
071 RECETTES FISCALES				
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	201.300.000.000	201.300.000.000	201.300.000.000	219.846.974.418
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	305.600.000.000	305.600.000.000	305.600.000.000	311.175.491.600
TOTAL IMPÔTS SUR REVENU ET SUR SALAIRES (711+712)	506.900.000.000	506.900.000.000	506.900.000.000	531.022.466.018
713 Impôts sur le patrimoine	25.000.000.000	25.000.000.000	25.000.000.000	26.268.823.227
714 Autres Impôts directs	600.000.000	600.000.000	600.000.000	641.754.585
TOTAL IMPÔTS DIRECTS (711+712+713+714)	532.500.000.000	532.500.000.000	532.500.000.000	557.933.043.830
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	849.000.000.000	858.000.000.000	858.000.000.000	845.609.552.522
716 Droits de timbre et d'enregistrement	32.600.000.000	32.600.000.000	32.600.000.000	43.821.673.217
717 Droits et taxes à l'importation	244.000.000.000	244.000.000.000	244.000.000.000	235.046.652.018
718 Droits et taxes à l'exportation				0
719 Autres recettes fiscales	62.900.000.000	111.900.000.000	111.900.000.000	103.401.070.141
TOTAL IMPÔTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)	1.188.500.000.000	1.246.500.000.000	1.246.500.000.000	1.227.878.947.898
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+718+719)	1.721.000.000.000	1.779.000.000.000	1.779.000.000.000	1.785.811.991.728
072 RECETTES NON FISCALES				0
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	25.800.000.000	25.800.000.000	25.800.000.000	26.668.117.116
722 Droits et frais administratifs	100.000.000	100.000.000	100.000.000	1.764.976.004
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100.000.000	100.000.000	100.000.000	316.241.986
724 Produits financiers	76.200.000.000	76.200.000.000	76.200.000.000	52.056.167.442
729 Autres recettes non fiscales	10.800.000.000	10.800.000.000	10.800.000.000	3.320.115.432
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 À 731)	113.000.000.000	113.000.000.000	113.000.000.000	84.125.617.980
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1.834.000.000.000	1.892.000.000.000	1.892.000.000.000	1.869.937.609.708
74 Dons budgétaires	58.000.000.000	35.000.000.000	35.000.000.000	70.854.136.444
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE/IADM)	63.740.000.000	203.857.000.000	203.857.000.000	255.184.364.323
14 Emission de bons du Trésor	126.593.000.000	0	0	156.048.604.622
17 Autres Emprunts	332.307.000.000	531.900.000.000	531.900.000.000	601.655.112.287
29 Remboursement Prêts rétrocédés	3.000.000.000	3.000.000.000	3.000.000.000	2.485.970.424
16 Emprunt Programme	73.000.000.000	0	0	0
TOTAL AUTRES RECETTES (74 - 76 - 29 - 14 - 17 - 16)	656.640.000.000	773.757.000.000	773.757.000.000	1.086.228.188.100
TOTAL RECETTES INTERNES (71 - 72 - 74 - 76 - 29)	2.490.640.000.000	2.665.757.000.000	2.665.757.000.000	2.956.165.797.808
Recettes externes				0
12 Dons projets et leg	204.000.000.000	204.000.000.000	204.000.000.000	203.026.520.915
15 Tirages sur Emprunt projets	230.000.000.000	230.000.000.000	230.000.000.000	264.300.891.103
TOTAL RECETTES EXTERNES (12 - 15 - 74)	434.000.000.000	434.000.000.000	434.000.000.000	467.327.412.018
TOTAL RECETTES BUDGÉTAIRES	2.924.640.000.000	3.099.757.000.000	3.099.757.000.000	3.423.493.209.826

ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2016

Rubriques	LFI	LFR	Virement et transfert	Ouverture et annulation	Reports	Crédits de la gestion ressources internes	Ordonnancements
10. Dette publique	595.640.000.000	595.640.000.000	-	-	-	595.640.000.000	783.766.357.832
1	595.640.000.000	595.640.000.000	-	-	-	595.640.000.000	783.766.357.832
21. Présidence de la République	72.271.526.300	75.676.026.300	3.704.420.000	4.227.153.239	-	83.270.832.539	71.847.378.560
2	7.412.598.300	7.412.598.300	-	-	-	7.412.598.300	9.764.377.633
3	10.038.304.000	10.038.304.000	-	-238.297	-	10.038.065.703	9.631.100.575
4	18.314.857.000	21.855.357.000	3.329.420.000	1.506.467.488	-	26.691.244.488	25.383.744.488
5	1.695.767.000	1.006.767.000	-	-46.535.952	-	623.464.048	104.861.496
6	34.310.000.000	34.863.000.000	375.000.000	2.767.460.000	-	38.005.460.000	26.505.460.000
7	500.000.000	500.000.000	-	-	-	500.000.000	457.834.368
22. Assemblée nationale	14.134.506.000	14.134.506.000	430.000.000	-	-	14.564.506.000	14.564.506.000
4	13.634.506.000	13.634.506.000	230.000.000	-	-	13.864.506.000	13.864.506.000
6	500.000.000	500.000.000	200.000.000	-	-	700.000.000	700.000.000
23. Commission Electorale nationale autonome	1.600.983.000	3.635.871.000	-	-	-	3.635.871.000	3.635.871.000
4	1.600.983.000	3.635.871.000	-	-	-	3.635.871.000	3.635.871.000
24. Conseil Economique, social et Environnemental	9.102.087.000	9.102.087.000	-	-	-	9.102.087.000	8.927.087.000
4	8.802.087.000	8.802.087.000	-	-	-	8.802.087.000	8.627.087.000
6	300.000.000	300.000.000	-	-	-	300.000.000	300.000.000
25. Conseil constitutionnel	1.032.124.900	1.032.124.900	35.000.000	-	-	1.067.124.900	1.072.685.714
2	230.794.900	230.794.900	-	-	-	230.794.900	236.355.714
4	801.330.000	801.330.000	35.000.000	-	-	836.330.000	836.330.000
26. Office national de Lutte contre la fraude et la corruption	1.399.851.000	1.399.851.000	730.000.000	-	-	2.129.851.000	2.292.706.952
2	399.851.000	399.851.000	-	-	-	399.851.000	562.706.952
4	1.000.000.000	1.000.000.000	730.000.000	-	-	1.730.000.000	1.730.000.000
27. Cour Suprême	1.886.925.760	1.886.925.760	-	-	-	1.886.925.760	1.909.443.643
2	1.040.862.760	1.040.862.760	-	-	-	1.040.862.760	1.063.380.643
4	771.063.000	771.063.000	-	-	-	771.063.000	771.063.000
6	75.000.000	75.000.000	-	-	-	75.000.000	75.000.000
28. Cour des Comptes	2.863.973.440	3.863.973.440	263.000.000	-	-	4.126.973.440	3.909.571.663
2	1.106.094.440	1.106.094.440	-	-	-	1.106.094.440	941.392.663
4	1.607.879.000	1.607.879.000	263.000.000	-	-	1.870.879.000	1.870.879.000
5	150.000.000	150.000.000	-	-	-	150.000.000	97.300.000
6	-	1.000.000.000	-	-	-	1.000.000.000	1.000.000.000
29. Haut Conseil des Collectivités territoriales	-	200.000.000	200.000.000	600.000.000	-	1.000.000.000	1.000.000.000
4	-	100.000.000	200.000.000	600.000.000	-	900.000.000	900.000.000
6	-	100.000.000	-	-	-	100.000.000	100.000.000
30. Primature	61.241.551.000	65.601.611.000	2.159.623.474	1.604.770.078	-	62.528.004.552	62.989.816.470
2	2.468.005.000	2.468.005.000	30.052.940	-	-	2.498.057.940	2.977.834.733
3	3.741.885.000	3.781.886.000	15.024.124	59.511.038	-	3.856.421.162	3.838.575.737
4	5.393.660.000	6.043.660.000	1.135.000.000	650.000.000	-	7.828.660.000	7.828.660.000
5	6.838.000.000	6.838.000.000	65.846.410	-14.740.960	-	51.105.450	50.986.000
6	42.800.000.000	46.470.060.000	913.700.000	910.000.000	-	48.293.760.000	48.293.760.000
31. Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	57.499.478.360	59.856.255.060	1.611.042.565	2.030.640.193	-	63.497.937.818	50.089.556.243
2	24.897.611.360	24.897.611.360	4.000.000	-	-	24.901.611.360	16.634.123.425
3	21.609.486.000	22.949.262.700	1.068.188.945	952.805.914	-	24.970.257.559	22.061.390.550
4	6.882.381.000	7.224.381.000	447.853.620	1.086.628.485	-	8.758.863.105	7.461.000.565
5	1.810.000.000	2.485.000.000	91.000.000	-879.4206	-	2567205794	1.633.041.703
6	2.300.000.000	2.300.000.000	-	-	-	2.300.000.000	2300 000 000

32 Ministère des Forces Armées	150 782 018 280	180 921 091 600	394 000 000	3 635 853 665	1 326 612 944	186 277 558 209	190 957 085 177
2	78 994 085 280	81 425 158 600				81425 158 600	899 51 467 618
3	25 987 314 000	27 829 314 000	119 000 000	239 239 791		28 187 553 791	28 096 498 462
4	2 799 687 000	314 468 7000	35 000 000			3 179 687 000	3 179 687 000
5	29 254 000 000	37 717 000 000	240 000 000	396 613 874	1 326 612 944	39 680 226 818	39074500 197
6	13 596 932 000	30 654 932 000		3000 000 000		33 654 932 000	30 654 932 000
7	150 000 000	150 000 000				150 000 000	
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	76 375 396 360	82 721 025 073	837 811 700	3 201 794 720	5 500 000 000	89 684 631 493	88 399 146 610
2	37 175 977 360	40 080 647 903				40 080 647 903	41404 25S 101
3	7 978 419 000	11 587 671 000	385 811 700	1 741 231 097		13 714 713 797	13 547 019 392
4	11 600 000 000	11 500 000 000		1 250 000 000		12 750 000 000	12 659 902 640
5	14 601 000 000	13 673 706 170	102 000 000	-1 183 309		11 198 522 861	9 297 222 545
6	4 820 000 000	5679 000 000	350 000 000	211 746 932	5 500 000 000	11 740 746 932	11 490 746 932
7	200 000 000	200 000 000				200 000 000	
34 Ministère de la Justice	30 301 657 420	31 541 647 420	538 600 000	- 20 660 559	46 000 000	30 605 586 861	29 664 526 773
2	18 066 086 420	18 066 086 420				18 066 086 420	18 005 501 951
3	6 837 799 000	7 323 361 731	38 600 000	- 4 367 943		7 357 593 788	7 251 673 179
4	1 749 772 000	2 144 199 269	100 000 000	-1 297 000		2 242 902 269	2 242 902 269
5	3 594 000 000	3654 000 000	100 000 000	- 14995616		2239004384	2 064 449 374
6	54 000 000	354 000 000	300 000 000		46 000 000	700 000 000	100 000 000
35 Ministère de la Fonction publique, de la Rationalisation des Effectifs et du Renouveau du Service public	1 828 633 360	2 298 635 360	-	- 1 119 598		2 297 515 762	3 315 163 578
2	808 846 360	808 846 360				808 846 360	1 954 273 481
3	451 789 000	551789 000		- 391 601		551 397 399	430 350 687
4	65 000 000	115 000 000				115 000 000	115 000 000
5	503 000 000	523 000 000	-	- 727 997		522 272 003	515 539 410
6	-	300 000 000				300 000 000	300 000 000
37 Ministère du Travail, du Dialogue social des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions	2 252 965 640	2 968 465 640	365 000 000	144 079 846	7 000 000	3 284 545 486	3 222 012 684
2	852 175 640	852 175 640				852 175 640	801 410 752
3	289 870 000	289 870 000		- 245 848		289 624 152	287 611 293
4	269 920 000	969 920 000	365 000 000	150 000 000		1484 920 000	1 484 920 000
5	841 000 000	856 500 000		- 5674306	7000 000	657 825 694	648 070 639
6	-						
38 Ministère de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	1 119 933 780	1 419 933 780	-	- 315 469		1 419 618 311	1 452 549 250
2	176933 780	176 933 780				176 933 780	221 371 035
3	560 000 000	725 000 000		- 83 833		724 916 167	720 340 329
5	383 000 000	518 000 000		- 231 636		517 768 364	510 837 886
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	18 335 582 860	21 927 582 860		- 149 415 511		19476 998 371	18 764 808 958
2	1 211 303 860	1 211 303 860				1 211 303 860	1 286 463 252
3	562 799 000	562 799 000		54 620 041		617 419 041	515 013 983
4	3 851 480 000	3 851 480 000				3 851 480 000	3 850 315 000
5	4 743 000 000	4 693 000 000		- 51 586 378		2 041 413 622	1 367 039 565
6	7017000 000	10 659 000 000				10 659 000 000	10 659 000 000
7	950 000 000	950 000 000		146 381 848		1 096 381 848	1 086 977 158
41 Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Développement	193 954 072 700	191 709 259 855	500 000 000	- 5 338 225 888	8 771 000 000	133 752 033 967	116 101 042 275
2	772 841700	772 841700				772 841 700	641 589 618
3	287 231 000	287 231 000		- 301 525		286 929 475	284 268 538
4	5 050 000 000	6 150 550 000	500 000 000	1 000 000 000		7 650 550 000	7 650 550 000
5	61 465 000 000	62 245 000 000		- 797 704		354 202 296	337 123 623
6	126 379 000 000	122 253 637 155		- 6 337 126 659	8 771 000 000	124 687 510 496	107 187 510 496

42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	175214423 000	218721474 960	33 400 000	-5 373 896 885	24 000 000	114 824 978 075	111 459 494 792
2	1 846 844 000	1 846 844 000				1 846 844 000	2512 718 071
3	1 177 453 000	1 177 453 000		- 446 400		1 177 006 600	1 087 715 739
4	30 107 126 000	30 157 126 000				30 157 126 000	30 157 126 000
5	101 443 000 000	102 385 051 960	14 900 000	- 757 277 782	24 000 000	3 086 674 178	2 134 550 912
6	40 640 000 000	83 155 000 000	18 500 000	- 4 616 172 703		78 557 327 297	75 567 384 070
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	189 763 599 900	218 017 061 759	28 781 673 748	2 838 833 116	310 902 870	247 037 793 493	240 128 145 623
2	19 832 545 900	20 696 802 037				20 696 802 037	21 003 874 546
3	12 660 294 000	13 000 764 722	179 300 000	- 2 650 043		13 177 414 679	12 271 605 908
4	5 531 880 000	5 945 415 000	33373748			5 978 788 748	5 928 788 748
5	19 632 256 000	22 638 456 000	249 000 000	50 769 368	310 902 870	20 338 450 238	17856 120941
6	36 156 624 000	59 785 624 000	28 320 000 000	2790713791		90 896 337 791	79 985 337 791
7	95 950 000 000	95 950 000 000				95 950 000 000	103 082 417 689
44 Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	85 370 572 700	91 523 572 700		- 3 251 055 077		18 648 517 623	16 676 908 137
2	239 357 700	239 357 700				239 357 700	287 658 803
3	867 534 000	2 267 534 000		- 422 919		2 267 111 081	2 258 636 373
4	3 212 681 000	3 012 681 000		- 1 298 620 788		1714060212	1205151450
5	69 691 000 000	69 691 000 000		- 6 076 370		60 923 630	47 521 278
6	11 360 000 000	16 313 000 000		- 1 945 935 000		14 367 065 000	12 877 940 233
45 Ministère du Commerce, du Secteur Informel, de la Consommation, de la Promotion des Produits locaux et des PME	10 809 353 940	22 945 163 340	-10 950 000 000	- 83 227 293	13 446 000	7 297 112 047	6744 299 027
2	1 342 994 940	1 342 994 940				1 342 994 940	1 354 852 777
3	332 607 000	368 107 000		-165 915		367 941 085	363 392 923
4	1 590 482 000	1 690 482 000				1 690 482 000	1 621 182 500
5	5 088 270 000	5 126 579 400		- 33 061 378	13 446 000	478 694 022	435 870 827
6	2 455 000 000	14 417 000 000		- 10 950 000 000	- 50 000 000	3 417 000 000	2 969 000 000
46 Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	24 244 154 520	33 903 654 520	- 42 923 474	41 307 57 016	32 406 800	28 023 894 862	22 601 514947
2	1 212 283 520	1 212 283 520		- 30 052 940		1 182 230 580	1 224 617 746
3	410 871 000	415 371 000	- 15 024 124	- 392 136		399 954 740	387 774 864
4	429 000 000	429 000 000				429 000 000	429 000 000
5	11 152 000 000	10 947 000 000	- 65 846 410	- 68 850 848	32 406 800	844 709 542	539 622 337
6	11 040 000 000	20 900 000 000	68 000 000	4 200 000 000		25 168 000 000	20 020 500 000
47 Ministère de l'Industrie et des Mines	9 237 348 320	9 787 348 320		- 999 933	3 975 000 000	13 361 348 387	11 806 860 041
2	364 530 320	364 530 320				364 530 320	463 998 223
3	202 343 000	202 343 000		- 216 819		20 216 181	199 022 944
4	1 260 475 000	1 260 475 000				1 260 475 000	1 028 462 500
5	1 800 000 000	1 800 000 000		- 783 114		1 399 216 886	1 297 876 374
6	5 610 000 000	6 160 000 000			3 975 000 000	10 13 5 000 000	8 817 500 000
49 Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	22 880 117 140	30 204 117140	- 830 000 000	1 976 821 361	2 500 000 000	26 850 938 501	25 128 618 668
2	414 018 140	414 018 140				414 018 140	514 180 560
3	431 099 000	431 099 000		- 167 797		430 931 203	398 499 500
4	4 990 000 000	5 140 000 000	100 000 000			5 240 000 000	5 240 000 000
5	4 195 000 000	4 195 000 000	20 000 000	- 23 010 842		191 989 158	152 438 608
6	12 850 000 000	20 024 000 000	3 950 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	20 574 000 000	18 823 500 000

50 Ministère de l'Education nationale	376 909 114 000	405 426 429 042	-	2 518 275 144	395 110 850	381 784 815 036	398 183 744 291
2	223 721 965 000	250 935 280 042	-	-	250 935 280 042	270 050 000 000	
3	106 996 424 000	107 043 424 000	-	- 5 403 725	-	107 038 020 275	105 895 723 250
4	5 709 905 000	5 709 905 000	-	1000	-	5 709 906 000	5 709 905 000
5	36 800 089 000	36 800 089 000	-	- 111 907 518	395 110 850	10 528 292 332	8 954 799 654
6	3 680 731 000	4 937 731 000	-	2 635 585 387	-	7 573 316 387	7 573 316 387
52 Ministère des Sports	9 917 172 840	19 747 172 840	- 1 294 000 000	612 176 676	-	9 065 349 516	8 761 769 336
2	1 203 620 840	1 203 620 840	-	-	-	1 203 620 840	1 065 400 527
3	2 963 277 000	2 963 277 000	500 000 000	728 157 742	-	4 191 434 742	4 176 221 651
4	500 275 000	560 275 000	226 000 000	-	-	786 275 000	672 136 434
5	4 750 000 000	2 250 000 000	50 000 000	- 11 5981 066	-	2184 018 934	2 148 010 724
6	500 000 000	12 770 000 000	- 12 070 000 000	-	-	700 000 000	700 000 000
53 Ministère de la Culture et de la Communication	14 635 774 000	23 377 774 000	831 100 000	1 761 297 992	-	24 676 171 992	19 544 514 386
2	971705 000	1 003 705 000	-	-	-	1 003 705 000	1 079 699 315
3	364 868 000	379 868 000	-	- 433 393	-	379 434 607	361 776 480
4	8 236 201 000	8 439 201 000	159 000 000	1 093 685 591	-	9 691 886 591	9 690 266 591
5	2 655 000 000	2 705 000 000	22 100 000	- 25 954 206	-	1401145794	612 772 000
6	2 408 000 000	10 850 000 000	650 000 000	700 000 000	-	12 200 000 000	7 800 000 000
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	150 089 814 660	147 459 529 660	90 000 000	624 575 681	1 898 673 965	105 556 779 306	100 938 578 645
2	35 218972 660	35 409 687 660	-	-	-	35 409 687 660	36 605 347 861
3	8 000 597 000	8 000 597 000	40 000 000	1 434 224 564	-	9 474 821 564	9 063 605 190
4	37 823 245 000	37 823 245 000	-	-	-	37 823 245 000	37 769 439 500
5	62 272 000 000	59 666 000 000	50 000 000	- 809 648 883	1 763 673 965	16 154 025 082	10 804 686 097
6	6 775 000 000	6 560 000 000	-	-	135 000 000	6 695 000 000	6 694 499 997
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne	11 209 239 660	15 659 239 660	65 000 000	841 344 854	-	13 849 584 514	13 655 873 397
2	1 331 130 660	1 331 130 660	-	-	-	1 331 130 660	1 221 191 866
3	746 209 000	746 209 000	-	- 262 017	-	745 946 983	702 494 245
4	1 599 900 000	1 599 900 000	-	- 140 000	-	1 599 760 000	1 595 760 000
5	3 032 000 000	3 032 000 000	50 000 000	- 8 253 129	-	357 746 871	335 427 286
6	4 500 000 000	8 950 000 000	15 000 000	850 000 000	-	9 815 000 000	9 800 000 000
56 Ministère de l'Environnement et du Développement durable	21 688 747 080	22 245 417 080	160 000 000	- 102 957 569	30 000 000	16 491 459 511	16 122 627 003
2	4 846 322 080	4 846 322 080	-	-	-	4 846 322 080	5 463 632 220
3	3 456 728 000	3 456 728 000	-	- 1 493 435	-	3 455 234 565	3 307 419 776
4	544 697 000	569 697 000	50 000 000	- 20 000	-	619 677 000	619 677 000
5	10 959 000 000	11 490 670 000	50 000 000	- 101 444 134	-	5 598 225 866	4 959 898 007
6	1 882 000 000	1 882 000 000	60 000 000	-	30 000 000	1 972 000 000	1 772 000 000
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	17 671 998 060	18 215 798 060	417 500 000	- 567 507 474	240 659 356	9 389 262 942	8 755 902 151
2	1 369 742 060	1 369 742 060	-	-	-	1 369 742 060	1 207 888 407
3	593 575 000	620 375 000	100 000 000	- 855 773	-	719 519 227	694 170 611
4	1 096 494 000	1 146 494 000	-	- 3 678 000	-	1 142 816 000	1 142 816 000
5	11 408 187 000	11 408 187 000	17 500 000	- 62 973 701	240 659 356	2 686 185 655	2 240 027 133
6	3 204 000 000	3 671 000 000	300 000 000	- 500 000 000	-	3 471 000 000	3 471 000 000
59 Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat	31 825 382 000	32 972 066 958	49447 9499	747 706 081	620 717 778	25 072 322 316	24 267 461 435
2	7 017 209 000	8 015 893 958	-	-	-	8 015 893 958	8 197 716 441
3	6 464 640 000	6 465 640 000	444 479 499	804 733 491	-	7 714 852 990	7 657 022 596
4	1 431 885 000	1 406 885 000	50 000 000	-	-	1 456 885 000	1 420 533 500
5	13 651 648 000	13 153 648 000	-	- 57 027 410	620 717 778	3 954 690 368	3 062 188 898
6	3 260 000 000	3 930 000 000	-	-	-	3 930 000 000	3 930 000 000

60. Charges non Réparties	264 538 761 360	217 446 522 187	-14 755 200 512	20 140 454 100	-	222 831 775 775	229 803 879 160
2	56 591 856 360	56 369 141 360	- 4 000 000	- 7 000 000 000	49 365 141 360	20 187 087 326	
3	124 888 465 000	106 446 965 512	- 5 653 500 512	10 185 266 520	110 978 731 520	151 639 054 254	
4	57 758 440 000	48 282 550 000	- 2 750 000 000	16 955 187 580	62 487 737 580	57 977 737 580	
5	25 300 000 000	6 347 865 315	- 6 347 700 000		165 315		
6	-	-			-		
62. Ministère de l'Elevage et des Productions animales	14 924 588 000	14 940 588 000	- 21 000 000	- 2 646 121	8 808 941 879	7 792 282 940	
2	1 780 481 000	1 780 481 000			1 780 481 000	1 648 668 531	
3	972 465 000	973 465 000		- 440 579	973 024 421	970 233 566	
4	279 596 000	279 596 000			279 596 000	279 596 000	
5	8 627 046 000	8 113 046 000		- 2 205 542	1 960 840 458	1 448 784 843	
6	3 265 000 000	3 794 000 000	21 000 000		3 815 000 000	3 445 000 000	
63. Ministère des Postes et des Télécommunications	3 850 136 040	3 600 136 040	50 000 000	- 26 263 823	- 2 623 872 217	2 495 524 645	
2	419 680 040	419 680 040			419 680 040	368 694 329	
3	280 456 000	280 456 000		- 343 487	280 112 SB	267 838 863	
4	1 300 000 000	1 300 000 000			1 300 000 000	1 300 000 000	
5	1 350 000 000	1 350 000 000		- 25 920 336	324 079 664	258 991 453	
6	500 000 000	250 000 000	50 000 000		300 000 000	300 000 000	
65. Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	69 103 175 000	72 103 175 000	200 000 000	5 635 484 258	50 000 000	63 802 609 258	61 301 010 282
2	1 262 923 000	1 262 923 000				1 262 923 000	1 265 340 296
3	259 402 000	259 402 000		- 365771		259 036 229	252 147 977
4	23 361 000 000	23 361 000 000	50 000 000	5 500 000 000		28 911 000 000	28 814 000 000
5	14 819 850 000	14 819 850 000		- 14 149 971		619 850 029	469 522 009
6	29 400 000 000	32 400 000 000	150 000 000	150 000 000	50 000 000	32 750 000 000	30 500 000 000
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	54 276 877 080	56 122 877 080	75 000 000	- 1 453 503 771	3 668 721 226	28 417 494 535	23 633 182 511
2	858 474 080	858 474 080				858 474 080	714 056 560
3	388 981 000	389 981 000		- 332 251		389 648 749	366 207 253
4	1 493 822 000	1 518 822 000	25 000 000			1 543 822 000	1 543 822 000
5	36 370 600 000	36 115 600 000		- 929 467 745	375 721 226	5 566 253 481	3 706 096 699
6	15 165 000	17 240 000	50 000 000	- 523 703 775	3 293 000 000	20 059 296 225	17 302 999 999
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	149 240 715 300	163 685 342 366	- 2 315 527 000	1 804 560 719	2 398 752 710	152 596 128 795	149 955 275 099
2	563 797 300	563 797 300				563 797 300	510 662 641
3	2 720 972 000	2 720 972 000		- 451 341		2 720 520 659	2 588 589 134
4	113 333 946 000	122 117 573 066	- 2 535 527 000	7 532 989 000		127 115 035 066	126 991 848 466
5	21 157 000 000	20 433 000 000		- 1 037 976 940	198 752 710	6 616 775 770	5 496 674 858
6	11 465 000 000	17 850 000 000	220 000 000	- 4 690 000 000	2 200 000 000	15 580 000 000	14 367 500 000
82 Ministère de la Promotion des Investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	21 365 953 240	11 865 953 240	200 000 000	- 794619		8 065 158 621	7 043 936 097
2	163 765 240	163 765 240				163 765 240	227 953 346
3	165 110 000	165 110 000		- 269259		164 840 741	158 400 196
4	6 337 078 000	6 337 078 000				6 337 078 000	5 475 252 750
5	4 300 000 000	4 300 000 000		- 525 360		299 474 640	282 329 805
6	10 400 000 000	900 000 000	200 000 000			1 100 000 000	900 000 000
TOTAL GÉNÉRAL	3 022 390 287 000	3 197 507 287 000		43 008 209 171	31 809 004 489	2 838 825 111 670	2 964 682 719 095

ANNEXE III
SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES
SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR GESTION 2016

LIBELLES	LFI	LFR 1	Modifications	Total Prévisions	Réalisations	Restes à réaliser
Comptes d'affectation spéciale						
96.101 Fonds national de retraite	77.000.000.000	77.000.000.000		77.000.000.000	77.365.320.832	-365.320.832
96.102 Frais de cont. des sociétés à participation publique	500.000.000	500.000.000		500.000.000	465.080.871	34.919.129
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	950.000.000	950.000.000	146.381.848	1.096.381.848	1.155.985.273	-59.603.425
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200.000.000	200.000.000		200.000.000	1.143.000	198.857.000
Sous - total	78.650.000.000	78.650.000.000	146.381.848	78.796.381.848	78.987.529.976	-191.148.128
Comptes de commerce						
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150.000.000	150.000.000		150.000.000	0	150.000.000
Sous - total	150.000.000	150.000.000		150.000.000	0	150.000.000
Comptes de prêts						
96.503 Prêts aux collectivités locales	800.000.000	800.000.000		800.000.000	0	800.000.000
96.504 Prêts à divers organismes	850.000.000	850.000.000		850.000.000	845.198.330	4.801.670
96.507 Prêts aux particuliers	16.000.000.000	16.000.000.000		16.000.000.000	9.886.150.070	6.113.849.930
Sous - total	17.650.000.000	17.650.000.000	0	17.650.000.000	10.731.348.400	6.918.651.600
Comptes d'avances						
96.605 Avances aux collectivités locales	800.000.000	800.000.000		800.000.000	0	800.000.000
96.607 Avances à 1 an à divers divers organismes	0	0		0		0
Sous - total	800.000.000	800.000.000		800.000.000	0	800.000.000
Comptes de garantie et aval						
96.701 Garanties et Avals	500.000.000	500.000.000		500.000.000		500.000.000
Sous - total	500.000.000	500.000.000		500.000.000		500.000.000
Total général	97.750.000.000	97.750.000.000	146.381.848	97.896.381.848	89.718.878.376	8.177.503.472

ANNEXE IV

**SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRE**

Code Section	LIBELLE SECTION	TITRE	DISPONIBLE	DEPASSEMENT
10	Dette publique	1	.....	-188.126.357.832
21	Présidence de la République	2	.....	-2.351.779.333
	.....	3	406.965.128 .....	.....
	.....	4	1.307.500.000 .....	.....
	.....	5	518.602.552 .....	.....
	.....	6	11.500.000.000 .....	.....
22	Assemblée nationale	4	.....	.....
	.....	6	.....	.....
23	Commission Electorale nationale autonome	4	.....	.....
24	Conseil Economique, Social et Environnemental	4	175.000.000 .....	.....
	.....	6	.....	.....
25	Conseil constitutionnel	2	.....	- 5.560.814
	.....	4	.....	.....
26	Office national de Lutte contre la Fraude et la corruption	2	.....	-162.855.952
	.....	4	.....	.....
27	Cour suprême	2	.....	-22.517.883
	.....	4	.....	.....
	.....	6	.....	.....
28	Cour des Comptes	2	164.701.777 .....	.....
	.....	4	.....	.....
	.....	5	52.700.000 .....	.....
	.....	6	.....	.....
29	Haut Conseil des Collectivités territoriales	4	.....	.....
	.....	6	.....	.....
30	Primature	2	.....	-479.776.793
	.....	3	17.845.425 .....	.....
	.....	4	.....	.....
	.....	5	119.450 .....	.....
	.....	6	.....	.....
31	Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2	8.267.487.935 .....	.....
	.....	3	2.908.867.009 .....	.....
	.....	4	1.297.862.540 .....	.....
	.....	5	934.164.091 .....	.....
	.....	6	.....	.....

Code Section	LIBELLE SECTION	TITRE	DISPONIBLE	DEPASSEMENT
32	Ministère des Forces Armées	2	-	-8.526.309.018
		3	91.055.329	-
		4	-	-
		5	605.726.621	-
		6	3.000.000.000	-
		-	-	-
33	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	2	-	-1.323.607.198
		3	167.694.405	-
		4	90.097.360	-
		5	1.901.300.316	-
		6	250.000.000	-
		-	-	-
34	Ministère de la Justice	2	60.584.469	-
		3	105.920.609	-
		4	-	-
		5	174.555.010	-
		6	600.000.000	-
		-	-	-
35	Ministère de la Fonction publique, de la Rationalisation des Effectifs et du Renouveau du Service public	2	-	-1.145.427.121
		3	121.046.712	-
		4	-	-
		5	6.732.593	-
		6	-	-
		-	-	-
37	Ministère du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions	2	50.764.888	-
		3	2.012.859	-
		4	-	-
		5	9.755.055	-
		6	-	-
		-	-	-
38	Ministère de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	2	-	-44.437.255
		3	4.575.838	-
		5	6.930.478	-
		6	-	-
		-	-	-
		-	-	-
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime	2	-	-75.159.392
		3	102.405.058	-
		4	1.165.000	-
		5	674.374.057	-
		6	-	-
		-	-	-
41	Ministère des infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement	2	131.252.082	-
		3	2.660.937	-
		4	-	-
		5	17.078.673	-
		6	17.500.000.000	-
		-	-	-

Code Section	LIBELLE SECTION	TITRE	DISPONIBLE	DEPASSEMENT
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural	2	-	- 665.874.071
		3	89.290.861	-
		4	-	-
		5	952.123.266	-
		6	2.989.943.227	-
43	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	2	-	- 307.072.509
		3	905.808.771	-
		4	50.000.000	-
		5	2.482.329.297	-
		6	10.911.000.000	-
44	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies renouvelables	2	-	- 48.301.103
		3	8.474.708	-
		4	508.908.762	-
		5	13.402.352	-
		6	1.489.124.767	-
45	Ministère du Commerce, du Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	2	-	- 11.857.837
		3	4.548.162	-
		4	69.299.500	-
		5	42.823.195	-
		6	448.000.000	-
46	Ministère du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	2	-	- 42.387.166
		3	12.179.876	-
		4	-	-
		5	305.087.205	-
		6	5.147.500.000	-
47	Ministère de l'Industrie et des Mines	2	-	- 99.467.903
		3	3.103.237	-
		4	232.012.500	-
		5	101.340.512	-
		6	1.317.500.000	-
49	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	2	-	- 100.162.420
		3	32.431.703	-
		4	-	-
		5	39550.550	-
		6	1.750.500.000	-
50	Ministère de l'Education nationale	2	-	- 19.114.719.958
		3	1.142.297.025	-
		4	1.000	-
		5	1.573.492.678	-
		6	-	-

Code Section	LIBELLE SECTION	TITRE	DISPONIBLE	DEPASSEMENT
52	Ministère des Sports	2	138.220.313	-
	3	15.213.091	-
	4	114.138.566	-
	5	36.008.210	-
53	Ministère de la Culture et de la Communication	6	-	-
	2	-	-75.994.315
	3	17.658.127	-
	4	1.620.000	-
	5	788.373.794	-
	6	4.400.000.000	-
54	Ministère de la Santé et de l'Action sociale	2	-	-1.196.660.201
	3	411.216.374	-
	4	53.805.500	-
	5	5.349.338.985	-
	6	500.003	-
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne	2	109.938.794	-
	3	43.452.738	-
	4	3.000.000	-
	5	22.319.585	-
	6	15.000.000	-
56	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	2	-	-617.310.140
	3	147.814.789	-
	4	-	-
	5	638.327.859	-
	6	200.000.000	-
58	Ministère de la Famille et de l'Enfance	2	161.853.653	-
	3	25.348.616	-
	4	-	-
	5	446.158.522	-
	6	-	-
59	Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat	2	-	-181.822.483
	3	57.830.394	-
	4	36.351.500	-
	5	892.501.470	-
	6	-	-
60	Charges non Réparties	2	29.178.054.034	-
	3	-	-40.660.322.734
	4	4.510.000.000	-
	5	165.315	-
	6	-	-

Code Section	LIBELLE SECTION	TITRE	DISPONIBLE	DEPASSEMENT
62	Ministère de l'Elevage et des Productions animales	2	131.812.469	-
		3	2.790.855	-
		4	-	-
		5	512.055.615	-
		6	370.000.000	-
63	Ministère des Postes et des Télécommunications	2	50.985.711	-
		3	12.273.650	-
		4	-	-
		5	65.088.211	-
		6	-	-
65	Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire	2	-	-2.417.296
		3	6.888.252	-
		4	97.000.000	-
		5	150.328.020	-
		6	2.250.000.000	-
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	144.417.520	-
		3	23.441.496	-
		4	-	-
		5	1.860.156.782	-
		6	2.756.296.226	-
75	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	2	53.134.659	-
		3	131.931.525	-
		4	123.186.600	-
		5	1.120.100.912	-
		6	1.120.500.000	-
82	Ministère de la Promotion des Investissements, des partenariats et du Développement des Téléservices de l'Etat	2	-	-64.188.106
		3	6.440.545	-
		4	861.825.250	-
		5	17.144.835	-
		6	200.000.000	-
TOTAL GENERAL			145.825.586.775	-265.452.346.833

ANNEXE V
SITUATION DES ACTES MODIFICATIFS PAR SECTION

SECTION	ETIQUETTES DE LIGNES	AUGMENTATION	DIMINUTION
21	Présidence de la République	13.512.281.488	-670.208.249
22	Assemblée nationale	430.000.000	.....
23	Commission Electorale nationale autonome	2.034.888.000	.....
25	Conseil constitutionnel	35.000.000	.....
26	OFNAC	730.000.000	.....
28	Cour des Comptes	874.000.000	-111.000.000
29	Haut Conseil des Collectivités territoriales	800.000.000	.....
30	Primature	6.122.180.000	- 197.726.448
31	Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	7.665.636.986	- 2.086.697.528
32	Ministère des Forces Armées	7.068.898.030	-649.044.365
33	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	11.525.199.870	- 3.598.635.280
34	Ministère de la Justice	4.217.927.043	-3.049.987.602
35	Ministère de la Fonction publique, de la Rationalisation des Effectifs et du Renouveau du Service public	528.500.000	-59.619.598
37	Ministère du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions	1.275.500.000	-50.920.154
38	Ministère de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	239.350.000	-39.065.459
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime	433.546.348	-134.130.837
41	Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement	5.543.229.617	-8.713.268.350
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural	1.097.072.580	-5.857.017.505
43	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	49.973.955.802	-9.638.943.216
44	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies renouvelables	1.047.500.000	-3.773.555.077
45	Ministère du Commerce, du Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	204.809.400	-11.033.727.293
46	Ministère du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	4.693.988.581	-451.155.039

SECTION	ETIQUETTES DE LIGNES	AUGMENTATION	DIMINUTION
47	Ministère de l'Industrie et des Mines	774.452.779	-225.452.712
49	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	2.370.000.000	-4.073.178.639
50	Ministère de l'Education nationale.....	2.873.774.028	-355.498.884
52	Ministère des Sports	1.803.900.000	-12.425.723.324
53	Ministère de la Culture et de la Communication	3.214.776.191	-113.378.199
54	Ministère de la Santé et de l'Action sociale	2.275.513.248	-1.121.937.567
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne	1.265.000.000	-8.655.146
56	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	1.020.821.000	-938.778.569
58	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	678.727.000	-751.934.474
59	Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat	1.770.285.499	-528.099.919
60	Charges non Réparties	43.430.984.309	-76.205.874.894
62	Ministère de l'Elevage et des Productions animales	277.000.000	-28.646.121
63	Ministère des Postes et des Télécommunications	50.000.000	-26.263.823
65	Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire	5.871.000.000	-35.515.742
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2.734.061.126	-3.682.564.897
75	Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	12.349.533.108	-9.366.892.323
82	Ministère de la Promotion des Investissements, des Partenariats et du Développement des Téléservices de l'Etat	317.000.000	-117.794.619
	TOTAL GENERAL	203.130.312.033	-160.121.491.862

ANNEXE VI
PERTES ET PROFITS SUR COMPTE SPECIAUX DU TRESOR

	RECETTES	DEPENSES	PROFIT
96.102 Frais de cont. des stes à participation publique	465.080.871	457.834.368	7.246.503
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	1.155.985.273	1.086.977.158	29.008.115
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	1.143.000	0	1.143.000
Total	1.622.209.144	1.544.811.526	77.397.618

PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE

INTITULE	PERTES	PROFITS
Remises débitants de timbres	2.650.180	
Litiges douaniers à régulariser	73.417.143	
Remb.retenue à la source	1.372.698.980	
Comm./rem-Banques interm.	2.143.000	
TOTAUX	1.450.909.303	

PERTE NETTE -1 450 909 303

DECRET ET ARRETE

**MINISTÈRE DU COMMERCE,
DE LA CONSOMMATION,
DU SECTEUR INFORMEL
ET DES PME**

Décret n° 2018-1888 du 03 octobre 2018 réglementant les commerces de grande distribution au Sénégal

RAPPORT DE PRÉSENTATION

Le commerce traditionnel fortement ancré dans le paysage économique est aujourd’hui très affecté par le développement croissant des commerces de grande distribution. Ainsi, se posent de réels problèmes de cohabitation entre ces formes de distribution. Ce qui constitue une forte préoccupation de l’Etat du Sénégal.

Du fait de la libéralisation, l’exercice des activités économiques ne nécessite que des formalités d’ordre fiscal et d’inscription au Registre du Commerce et du Crédit mobilier (RCCM).

Dès lors, la distribution est aujourd’hui un secteur fortement déréglementé. Il en résulte une coexistence de systèmes de distribution disposant d’organisations et de moyens disproportionnés avec des conséquences sur l’équilibre et la loyauté de la concurrence.

La loi n° 94-69 du 22 août 1994 fixant le régime d’exercice des activités économiques, tout en posant le principe d’un régime général de liberté d’exercice des activités économiques, a prévu en son article 2, une autorisation de la puissance publique pour l’exercice de certaines activités économiques, pour des raisons de sauvegarde de l’intérêt général.

Ainsi le présent projet de décret fixe les conditions de cette autorisation prévue ainsi que les règles qui régissent l’activité des commerces de grande distribution en application des dispositions de la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique.

Il s’articule autour de six (6) chapitres :

- le chapitre premier présente l’objet, les définitions et le champ d’application ;
- le chapitre II traite des dispositions générales ;
- le chapitre III définit les conditions d’ouverture des commerces de grande distribution ;
- le chapitre IV organise les règles régissant les commerces de grande distribution ;
- le chapitre V énonce les conditions de recherches, de constatation et de sanctions ;
- le chapitre VI énumère les dispositions transitoires et finales.

Telle est l’économie du présent projet de décret.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU la loi n° 66-48 du 27 mai 1966 relative au contrôle des produits alimentaires et à la répression des fraudes ;

VU la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique ;

VU la loi n° 94-69 du 22 août 1994 fixant le régime d’exercice des activités économiques ;

VU le décret n° 68-507 du 07 mai 1968 réglementant le contrôle des produits destinés à l’alimentation humaine et animale ;

VU le décret n° 2017-1531 du 06 septembre 2017 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2017-1533 du 07 septembre 2017 fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2017-1546 du 08 septembre 2017 portant répartition des services de l’Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2018-683 du 27 mars 2018 ;

VU le décret n° 2017-1579 du 13 septembre 2017 relatif aux attributions du Ministre du Commerce, de la Consommation, du Secteur informel et des PME ;

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de la Consommation, du Secteur informel et des PME,

DECREE :

*Chapitre I. - Objet, définitions
et Champ d’application*

Article premier. - Le présent décret fixe les conditions d’ouverture et les règles d’organisation de la grande distribution au Sénégal.

Art. 2. - Au sens du présent décret, on entend par :

Affichage : toute action visant à faire connaître au public l’offre de produits ou de prestations de service par voie d’affiches ou de panneaux ;

Étiquetage : indication en unités monétaires légales du prix et de la référence à la facture d’achat soit sur le produit lui-même, soit sur son emballage, soit sur une étiquette fixée au produit ;

Grande distribution : commerce de détail de biens de consommation et éventuellement des services associés (livraison, SAV, etc.) à destination des consommateurs finaux, à ne partir de points de vente disposant d’une surface de vente importante et pratiquant la vente en libre-service ;

Grande distribution généraliste : commerce de détail de biens de consommation et éventuellement des services associés visant à satisfaire de façon plus ou moins étendue les besoins les plus pertinents des consommateurs ;

Grande distribution spécialisée : commerce de détail de biens de consommation et éventuellement des services associés se focalisant sur une ou des activités spécifiques ;

Hypermarché : magasin de vente au détail et en libre-service d'une surface totale supérieure à 2500 m² qui réalise plus du tiers de ses ventes en produits alimentaires ;

Marquage : apposition sur le produit ou près de lui d'un écritau ou d'un système de chiffres et de lettres mobiles indiquant d'une manière parfaitement lisible, son identification, sa classification ou son prix de vente au détail ;

Supérette : magasin ayant une surface commerciale totale inférieure à 300 m² dont la fonction est la distribution au détail et en libre-service de produits alimentaires et accessoirement non-alimentaires ;

Supermarché : magasin d'une surface totale comprise entre 300 et 2500 m² dont la fonction est la distribution au détail et en libre-service de produits à prédominance alimentaire ;

Vente en libre-service : exposition en vue de la vente des produits sur des linéaires pour être choisis et prélevés directement par le consommateur.

Art. 3. - Sont considérés comme commerces de grande distribution, qu'ils soient généralistes ou spécialisés :

- les points de vente de détail et en libre-service de produits et services d'une surface totale supérieure ou égale à 300 m² ;
- les réseaux de points de vente de détail et en libre-service de produits et de services dont le total des surfaces cumulées est supérieur à 3000 m².

Chapitre II. - Dispositions générales

Art. 4. - Il est créé au niveau de chaque région un comité régional d'aménagement et de gestion de l'urbanisme commercial présidé par le gouverneur qui en fixe les règles d'organisation et de fonctionnement par arrêté.

Le comité régional d'aménagement et de gestion de l'urbanisme commercial est composé ainsi qu'il suit :

- le gouverneur de région ;
- le préfet du département d'implantation ;
- le président du conseil départemental ;
- le maire de la commune d'implantation ;
- le représentant de la chambre régionale de commerce, d'industrie et des services ;
- le représentant de la chambre des métiers ;
- le chef du service régional du commerce ;
- le chef de la division régionale de l'urbanisme ;
- le chef du centre des services fiscaux ;

- le chef du service régional de l'aménagement du territoire ;
- l'inspecteur régional du travail ;
- le représentant des associations de consommateurs.

Art. 5. - Les implantations, extensions, transferts d'activités existantes et changements de secteur d'activité d'entreprises commerciales de grande distribution répondent aux exigences suivantes :

- le maintien d'une concurrence loyale ;
- la participation au développement de l'emploi et la contribution à l'amélioration des conditions de travail des salariés ;
- la promotion d'un aménagement équilibré du territoire fondé sur la présence de commerces, d'entreprises artisanales et de services de proximité, l'animation des centres villes, le rééquilibrage des agglomérations ainsi que sur l'économie des équipements publics ;
- la protection de l'environnement et la qualité de l'urbanisme ;
- la satisfaction des besoins des consommateurs par une offre diversifiée et accessible, par la modernisation des équipements commerciaux, le développement des nouvelles formes de services et le maintien des activités dans les zones rurales ;

Art. 6. - Pour des raisons de sécurité, les heures d'ouverture et de fermeture des commerces de grande distribution sont fixées par le gouverneur.

Chapitre III. - Conditions d'ouverture des commerces de grande distribution

Art. 7. - L'ouverture des commerces de grande distribution tels que définis à l'article 3 du présent décret est soumise à une autorisation préalable délivrée par le Ministre chargé du Commerce, après avis favorable du comité régional d'aménagement et de gestion de l'urbanisme commercial.

Une nouvelle demande est nécessaire lorsque le projet, en cours d'instruction ou dans sa réalisation, subit des modifications substantielles dans la nature du commerce ou des surfaces de vente. Il en est de même, en cas de modification de la/ou des enseignes désignées par le pétitionnaire.

L'autorisation préalable requise pour l'ouverture de commerce de grande distribution ne peut faire l'objet de cession ou de transmission.

Art. 8. - La demande d'autorisation d'ouverture des commerces de grande distribution est examinée par rapport aux critères définis notamment :

- les projets d'investissement, de développement ou d'extension de l'enseigne de grande distribution ;
- l'accessibilité par les grandes voies de circulation et la disponibilité d'aires de stationnement ;
- les plans d'urbanisme validés par les autorités administratives compétentes ;
- les projets d'aménagement des centres urbains ;
- le respect d'une distance réglementaire définie par rapport aux marchés traditionnels ;
- le respect d'une distance réglementaire définie par rapport aux commerces de grande distribution appartenant ou non à la même enseigne ;
- le poids démographique des villes ou des quartiers visés ;
- l'effet potentiel du projet sur l'appareil commercial et artisanal de la zone de chalandise, en particulier sur la diversité des formes de commerce et sur l'emploi.

Art. 9. - Les conditions et les modalités de délivrance et de retrait de l'autorisation préalable d'ouverture des commerces de grande distribution sont fixées par arrêté du Ministre chargé du Commerce.

Chapitre IV. - Des règles régissant les commerces de grande distribution

Section 1. - Des obligations vis-à-vis des consommateurs

Art. 10. - Toute communication destinée à l'information du consommateur doit être faite de façon claire, lisible et compréhensible notamment par le marquage, l'affichage, l'étiquetage ou tout autre moyen approprié.

Art. 11. - Les commerces de grande distribution assurent l'information du consommateur sur les conditions générales de vente, la nature des produits et le cas échéant, le poids des produits proposés.

Art. 12. - Dans le cadre des ventes en soldes ou des ventes promotionnelles de produits périssables, il est fait obligation de mentionner à côté des nouveaux prix, en caractères lisibles, la date de fin de vie des produits proposés, leur origine ainsi que la durée de la promotion ou de la solde.

Art. 13. - Sans préjudice des dispositions législatives en vigueur relatives à la détention, l'utilisation et la distribution des sachets plastiques, tout support de publicité diffusé par un commerce de grande distribution, comportant ou non l'enseigne ou la marque de ce commerce, est distribué à titre gratuit.

Art. 14. - Il est fait obligation aux commerces de grande distribution de délivrer au consommateur, une facture, une quittance, un ticket de caisse ou tout autre document en tenant lieu dont les mentions obligatoires sont fixées par arrêté du Ministre chargé du Commerce.

Section 2. - Des techniques de vente

Art. 15. - Les commerces de grande distribution peuvent procéder à la vente en micro détail de certains produits dont la liste est définie par arrêté du Ministre chargé du Commerce.

Art. 16. - En vue d'assurer leur traçabilité et de limiter les éventuelles contaminations, les produits alimentaires vendus au micro détail par les commerces de grande distribution doivent être présentés dans des conditionnements unitaires appropriés et comportant les mentions obligatoires à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées conformément à la réglementation en vigueur.

Chapitre V. - Recherches, constatations et sanctions

Art. 17. - Tout commerce de grande distribution exerçant ses activités, sans être titulaire de l'autorisation préalable ou après avoir cessé de remplir les conditions auxquelles la délivrance de l'autorisation est subordonnée, est passible des peines prévues par l'article 7 de la loi n° 94-69 du 22 août 1994 fixant le régime d'exercice des activités économiques.

Art. 18. - Toute autre infraction aux dispositions du présent décret est recherchée, constatée et sanctionnée conformément aux dispositions de la loi n° 66-48 du 27 mai 1966 relative au contrôle des produits alimentaires et à la répression des fraudes et de la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique.

Chapitre VI. - Dispositions transitoires et finales

Art. 19. - Les commerces de grande distribution exerçant leurs activités avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont dispensés de l'autorisation préalable prévue à l'article 7.

Ils ont un délai de deux (02) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer aux dispositions des chapitres II et IV du présent décret.

Art. 20. - Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 21. - Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre chargé du Commerce, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 03 octobre 2018.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

*Arrêté ministériel n° 22.533 en date
du 17 octobre 2018 fixant
les prix plafond du ciment*

Article premier. - En application des dispositions de l'article 43 de la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique, les prix plafond du ciment ex. usine, sont fixés aux prix antérieurement pratiqués au 1^{er} janvier 2018.

Art. 2. - Est considéré comme prix illicite, tout prix supérieur aux prix plafond fixés à l'article premier, conformément à l'article 45 alinéa 2 de la loi susvisée.

Art. 3. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues par la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique.

Art. 4. - Le Directeur du Commerce intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 7079
